

Non aux suppressions de postes, à la fermeture des services, à la baisse de nos primes, à la réduction de l'offre de formations, à l'Université Blaise Pascal

Élus du personnel, ne votez pas le plan d'économies, refusez sa mise en place ! Il en va de l'avenir de notre université et du service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Ce plan d'économies, aussi brutal soit-il, ne règle en rien les problèmes de fond concernant le financement pérenne de l'université.

Nous appelons l'ensemble des agents et étudiants de l'UBP à venir au début du prochain CA du vendredi 23 mai pour refuser ce plan social.

Rassemblement - vendredi 23 mai - 13h00

site Carnot - Manège

La situation financière catastrophique de l'UBP et le plan d'économies qui en découle menacent nos emplois, nos conditions d'études et de travail et menacent l'avenir même de l'Université.

Depuis le passage de l'Université Blaise Pascal en 2010 aux Responsabilités et Compétences Elargies, rendues obligatoires par la LRU, le désengagement financier de l'État a conduit à un déficit structurel de 4,8 millions d'euros chaque année en moyenne.

Rien que pour l'année 2013 et pour assurer le paiement des salaires, les dotations du Ministère sont inférieures de 5 millions aux besoins de l'Université parce que l'État n'a pas compensé la hausse des cotisations sociales et aussi le Glissement Vieillesse Technicité, c'est-à-dire les avancements de carrière !

Pour faire face à ce déficit, la Présidence a notamment proposé au CA de janvier le non renouvellement de 10 Contractuels BIATSS puis 25 en avril puis 50 et au final, on annonce 73 non renouvellements ! Si 16 collègues parmi eux devraient bénéficier d'un CDI, 57 se retrouvent donc renvoyés !

A ce nombre, il faut ajouter les 25 ATER (enseignants contractuels) et 11 contrats doctoraux supprimés, soit 93 agents en moins !

5% des postes de l'UBP supprimés d'un coup ! C'est un plan social sans précédent !

Des annonces sont déjà faites concernant la fermeture de plusieurs services à la rentrée (6 bibliothèques notamment), avec les redéploiements qui s'en suivent pour les agents concernés, et ce, en dehors de tout cadre réglementaire, le CHSCT et le CT n'ayant pas été saisis de ces projets.

Les budgets de fonctionnement de 2014 avaient déjà été établis sur une base 15% inférieure à ceux de 2013. On nous demande en cours d'année de baisser ceux-ci de 15% supplémentaires.

93 postes supprimés, -30% de budget en un an, gel du plan de renouvellement du matériel pédagogique, suspension de tous les projets concernant les bâtiments (dont la majeure partie est pourtant jugée inadaptée), fermeture de services...

C'est l'avenir de nos emplois, l'avenir des diplômes proposés par l'UBP, l'avenir de la recherche qui est en jeu avec de telles mesures.

Demain, en 2015, et même peut-être dès cette fin d'année, on demandera aux directeurs de services de proposer de nouvelles mesures d'économies. Le Président a dit clairement que le prochain levier serait la suppression des emplois titulaires vacants. La réduction des heures de cours, la transformation de TD en cours magistraux sont aussi à l'ordre du jour.

La baisse de nos primes à l'ordre du jour !

Le plan s'est déjà attaqué aux rémunérations, en baissant de 10% une partie des primes des enseignants-chercheurs. Ce jeudi 22 mai, la Présidence demande au Comité Technique d'approuver le non versement de la Prime de Fonctions Informatiques à 9 collègues ITRF concernés. Alors que le gouvernement entend maintenir le gel du point d'indice, qu'on va nous demander de travailler plus pour assurer les tâches assurées jusque là par nos collègues contractuels qu'on veut renvoyer, **il est hors de question d'accepter une baisse de nos rémunérations, quelque soit la catégorie de personnel concernée.**

Représentants des personnels enseignants, non enseignants, chercheurs, étudiants, titulaires, non titulaires, **nous ne voulons pas d'une fac au rabais.** Nous voulons que soient garantie l'offre de formations et la qualité de la recherche, nous refusons de voir nos conditions de travail et d'études se dégrader.

Au nom de l'intersyndicale et de l'Assemblée générale des personnels et étudiants réunie le jeudi 15 mai, nous demandons donc aux élus du CA de ne pas avaliser ce plan et de refuser de le mettre en place.

Nous demandons au Président de l'Université qu'il porte l'exigence des personnels, des étudiants et de leurs organisations, pour que le Ministère attribue à l'Université les moyens d'assurer intégralement ses missions en 2014 comme les années suivantes.

Pour porter ces exigences, soyons le plus nombreux possible au début du prochain Conseil d'Administration, vendredi 23 mai à 13h site Carnot – le Manège (salle du Conseil).

Nous appelons tous les collègues à être présents, y compris en débrillant si nécessaire (un préavis de grève couvre tout arrêt de travail).

Le 22 mai 2014

Le comité de Mobilisation et l'intersyndicale de l'UBP : Snesup-FSU, Snasub-FSU, Sncs-FSU, Snuacte-FSU, Snprees-FO, Sud-Education, Sgen-CFDT, Unef, Solidaires-étudiants.

Contact : ubpendanger@gmail.com